

Première anniversaire de la déclaration d'Arnaga

**Communiqué
d'EH Bai et EH Bildu**

ehbildu



Il y a tout juste un an, le 4 mai 2018, la déclaration d'Arnaga était rendue publique à Cambo les Bains. Cela constituait un moment historique d'un long chemin rempli de difficultés et d'obstacles : opérations policières, arrestations et entraves au processus de paix. Car dans ce processus de résolution du dernier conflit armé d'Europe tous les acteurs n'avaient pas tous fait le nécessaire et eu une démarche constructive pour y parvenir.

La majorité de la société basque et des différents acteurs politiques s'était engagée dans ce processus et c'est grâce à cela que les fortes mobilisations de ces dernières années ont pu avoir lieu. ETA de son côté avait répondu favorablement aux engagements demandés par les experts internationaux en mettant fin à son activité armée dans un premier temps puis en procédant, avec la participation de la société civile, à son désarmement intégral et vérifiable.

A Arnaga à Cambo les Bains nous avons pris connaissance de la dernière déclaration d'ETA. Non seulement l'organisation annonçait sa dissolution mais elle reconnaissait dans le même temps les dommages et les plaies engendrées et avait eu des mots de respect très forts envers toutes les victimes.

La déclaration d'Arnaga soulignait bien l'importance du moment historique que nous vivions : « Ce moment est un moment capital pour l'ensemble de l'Europe puisque le dernier conflit armé du continent est en train de se terminer. ». Aujourd'hui nos deux organisations politiques, EHBAI et EHBILDU, souhaitons redire tout notre engagement derrière cette déclaration pleine d'espoir en faveur de la paix et d'un vivre-ensemble démocratique.

Malheureusement des sujets capitaux ne sont pas encore résolus comme par exemple le cas des prisonniers politiques, des réfugiés et déportés. Ces collectifs, tant celui des prisonniers que celui des exilés, ont fait des pas importants pour faciliter la résolution du conflit. Nous reconnaissons la sincérité de leur engagement et souhaitons ici les remercier et même les féliciter pour ces actes responsables.

En retour, face à ces attitudes responsables la réponse des états français et espagnol a été habituelle : concernant l'Espagne elle s'est entêtée dans sa logique de toujours en maintenant les militants politiques en détention, éloignés du Pays Basque et dispersés partout, en maintenant de manière irresponsable des prisonniers gravement malades sous les verrous, en continuant d'appliquer des mesures d'exception et la double peine. Madrid s'est livré à des actes inacceptables.

Concernant l'état français, il avait été annoncé des rapprochements de prisonniers et certains ont pu l'être. Mais c'est loin d'être suffisant ! Tous les prisonniers doivent être rapprochés, les malades doivent sortir tout de suite tout comme celles et ceux qui ont accompli leur peine. Ceci serait un premier pas important. Nous avons encore un long chemin avant de ramener à la maison tous les prisonniers politiques.

Les états n'ont pas pris la mesure du nouveau contexte et n'ont pas saisi la responsabilité qui est la leur dans la construction d'une paix durable. Ils se sont entêtés dans des positions passéistes en faisant subir aux familles des militants emprisonnés toujours plus de souffrance.

Vis-à-vis du passé le premier pas était de reconnaître l'ensemble des victimes. Pourtant, au lieu de s'engager en faveur de la justice et de la réparation certains ont préféré lancer la bataille du récit. Ils souhaitent mettre toutes leurs forces là-dedans et ont limité leur action à cela. Toujours un récit unique, un récit partiel qui dénigre un des deux côtés en voulant imposer sa version. En fait, ils souhaitent retirer un gain politique et s'adonnent à de la récupération politique de ce récit et des souffrances engendrées ces dernières années.

EHBAI et EHBILDU avons clair que la société a le droit de connaître toute la vérité, que la société doit connaître toute la vérité. C'est seulement cela qui favorisera la paix. Dans une société aussi plurielle que celle du Pays Basque toutes les sensibilités doivent être respectées, chacun a le droit à son récit qui lui est propre. C'est pour cela que nous devons agir de manière responsable, respectueuse afin de composer une mosaïque de récits multiples.

Nous souhaitons redire notre bienveillance envers toutes les victimes en reconnaissant et respectant la souffrance qui a été la-leur. Notre action politique sera guidée par deux axes importants : la reconnaissance et la réparation apportée à toutes les victimes et travailler pour qu'à l'avenir plus personne n'ait à subir de telles souffrances à cause de violences politiques. Dans le même temps, nous redisons notre attachement et notre engagement derrière les droits fondamentaux humains.

Comme l'avaient spécifié les personnalités internationales qui avaient signé la déclaration d'Arnaga, « tous les acteurs ont encore un grand travail à fournir. Nous espérons que les efforts de réconciliation continueront à rencontrer le succès. ». Nous faisons notre cet enjeu et continuerons à faire notre possible pour construire le vivre-ensemble. De la même manière, tous les projets politiques doivent pouvoir être défendus et réalisés, toujours dans un principe d'égalité, en toute liberté et avec l'assentiment de la majorité des habitants.

La signature de la déclaration d'Arnaga l'année dernière avait mis en lumière l'attitude des deux états. Comme évoqué plus tôt, ils ont continué d'ériger des obstacles à ce processus de paix, à cette nouvelle ère qui s'ouvre à nous, avec l'aide de certains acteurs politiques. Les signataires de l'époque considéraient comme un « bonjour » à célébrer pour le Pays Basque, la France et l'Espagne. Il avait été lancé un appel en faveur d'une « paix intégrale, juste et durable » en espérant que « l'acte d'Arnaga représente un espoir pour celles et ceux qui, dans d'autres régions du monde où les conflits armés semblent impos-

sibles à résoudre, tentent d'y trouver une issue pacifique ». De notre côté nous souscrivons encore et toujours à cet espoir. Nous renouvelons notre engagement vis-à-vis de cette nouvelle ère et réaffirmons notre détermination totale à poursuivre sur le chemin de la paix.